

Communiqué de presse

Contact Presse :
Dr. Philippe BOUTIN
Tél. 06 07 09 63 71

Grippe A/H1N1 : la CNP appelle le gouvernement à autoriser la vaccination dans les cabinets médicaux au lieu de réquisitionner les médecins libéraux

Alors que la campagne nationale de vaccination contre la grippe A/H1N1 va débiter, la Conférence Nationale des Présidents d'URML, première organisation fédératrice et représentative des Unions Régionales des Médecins Libéraux, constate que dans plusieurs régions l'Etat a décidé de demander aux préfets d'organiser la réquisition des médecins libéraux.

L'Etat réalise, avec retard, comme à l'accoutumée, que le nombre de médecins salariés et volontaires sera insuffisant pour dispenser la vaccination dans les centres publics et autres gymnases prévus à cet effet.

La Conférence Nationale des Présidents d'URML s'oppose au procédé des réquisitions qui est un non sens en matière d'organisation car il va pénaliser à la fois les médecins dans leur exercice, à une période épidémiologique particulièrement lourde, mais surtout les patients qui, du coup, en cas de réquisition, trouveront la porte des cabinets médicaux close.

Les enjeux de la pandémie grippale appellent une organisation responsable qui concilie à la fois les impératifs de vaccination et les impératifs de prise en charge des patients.

C'est pourquoi, la CNP demande au gouvernement de prendre immédiatement les mesures afin d'adopter la solution la plus simple et la plus efficace qui consiste à autoriser la vaccination dans les cabinets médicaux, la question du conditionnement du vaccin, par lot de 10 doses, n'étant évidemment pas un obstacle.

Il est temps que le gouvernement fasse confiance aux médecins libéraux qui connaissent, mieux que la technocratie de l'Etat, leur métier et les façons d'apporter le service médical attendu avec efficacité aux Français, au lieu de chercher à les écarter des dispositifs, comme c'est le cas avec la vaccination contre la grippe A/H1N1.